

**Nations unies - Séminaire : Mettre
en oeuvre l'initiative "Action pour
le maintien de la paix" : le défi des
partenariats et de la performance -
Remarques introductives du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 25 octobre 2018)

(Seul le prononcé fait foi)

Je tiens tout d'abord à remercier l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Observatoire Boutros Boutros-Ghali du maintien de la paix, le Département des opérations de maintien de la paix ainsi que le Département de l'appui aux missions pour l'organisation de ce séminaire. Il est important que nous puissions échanger en français autour de la réforme du maintien de la paix, qui représente un enjeu crucial pour la pérennité de l'action de l'ONU. La pleine appropriation de cette réforme par les Etats francophones et notre participation active à tous est essentielle pour qu'elle puisse être pleinement mise en oeuvre.

Les opérations de maintien de la paix constituent un outil incontournable de règlement des conflits, en particulier grâce à l'action de milliers de Casques bleus sur le terrain. Je voudrais ici rendre un vibrant hommage à toutes ces femmes et tous ces hommes pour leur courage et leur détermination au quotidien, et qui payent encore trop souvent de leur vie leur engagement au service de la paix.

Si elles sont essentielles pour le renforcement de la paix et de la sécurité collective, les opérations de maintien de la paix éprouvent cependant aujourd'hui de réelles difficultés. Devant faire face à des situations de plus en plus complexes ainsi qu'à des menaces toujours plus nombreuses, notamment asymétriques, le maintien de la paix tel que nous l'avons conçu, pratiqué, défendu, est parvenu au bout d'un cycle. Les opérations de maintien de la paix se doivent d'évoluer afin de mieux relever les nouveaux défis auxquels elles sont confrontées au quotidien. C'est tout le sens de l'élan réformateur initié par le Secrétaire général en mars dernier par le biais de "l'Action pour le maintien de la paix", que la France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, contributeur financier, contributeur en troupes dans les OMP ou dans des opérations nationales d'appui à ces opérations de maintien de la paix, appuie sans réserve. Elle s'engage à participer pleinement à la réforme du pilier paix et sécurité des Nations unies et a, à ce titre, fait partie des premiers Etats à endosser la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations unies.

Cette initiative, soutenue par 150 pays, rappelle l'importance de promouvoir des solutions politiques, de renforcer la sécurité des Casques bleus, d'améliorer la performance ainsi que les partenariats et de renforcer la protection des civils. Elle souligne enfin l'importance d'octroyer aux Missions des mandats clairs, aux ambitions réalistes, ainsi que les ressources nécessaires à

l'accomplissement des missions des Casques bleus.

Cet effort de réforme ne pourra être accompli qu'à travers une action collective volontariste et inscrite dans la durée. Celle-ci doit notamment se traduire par une amélioration du dialogue triangulaire, entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les Etats contributeurs de troupes, mais également par une association plus étroite des contributeurs financiers et des Etats hôtes. Il importe également d'encourager le développement d'une logique partenariale de coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, qui sont appelées à jouer un rôle moteur dans la promotion de la paix et de la sécurité. Le renforcement du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine, notamment via un soutien accru apporté aux opérations africaines de paix, représente à ce titre un enjeu extrêmement important que la France entend promouvoir et en faveur duquel nous devons tous nous mobiliser.

Il convient également de profiter de la dynamique initiée avec la publication du rapport Cruz afin d'oeuvrer à l'amélioration de la performance des composantes civiles, militaires et policières des opérations de maintien de la paix, condition sine qua non au renforcement de leur crédibilité et à leur succès. Nos efforts en la matière doivent se concentrer selon trois axes principaux. En premier lieu : la formation des contingents. Il est absolument primordial que les Casques bleus bénéficient de formations pré-déploiement ainsi que sur le terrain, garantissant le plus haut degré de performance. La France assume pleinement son rôle dans ces domaines clés, en assurant chaque année la formation de près de 30 000 soldats africains francophones amenés à être déployés sous Casque bleu, effort qu'elle compte pérenniser et améliorer.

Deuxièmement, la génération de force et la dotation d'équipements adéquats. C'est un défi permanent pour les troupes déployées sur le terrain. Elles conditionnent directement l'efficacité opérationnelle des Missions et la protection des Casques bleus. Une meilleure dotation en capacités critiques de théâtre - je pense notamment aux capacités d'appui et de soutien - permettrait notamment aux contingents d'accroître leur mobilité et leur capacité de projection, garantissant une performance accrue et la création d'un environnement stabilisé propice à la pleine mise en oeuvre des mandats par les Missions. Si l'Action pour le maintien de la paix propose des pistes d'amélioration en ce sens, par exemple à travers le renforcement du dialogue triangulaire, il est également indispensable que les Etats s'impliquent davantage dans la dotation en équipements spécifiques et le processus de génération de force.

Ainsi, de sérieux efforts doivent être fournis pour une meilleure prise en compte de la dimension francophone de ces opérations, qui doit notamment se traduire par une grande attention apportée au recrutement de personnel francophone, tant sur les postes opérationnels que sur les postes support, afin de permettre une plus grande interaction avec les populations et les autorités locales susceptible de renforcer la pleine mise en oeuvre des mandats. Il est important que les délégations francophones se mobilisent sur la question et travaillent de concert pour identifier et recommander des candidats pertinents.

Enfin, l'évaluation de la performance des contingents doit elle aussi être renforcée. La France tient à saluer le volontarisme du Secrétariat sur cette question, avec le développement d'une nouvelle politique et de nouveaux outils qui permettront une meilleure prise en compte de cette dimension sur le tout le spectre d'une Mission et contribueront à une montée en gamme des contingents déployés en opération.

Je conclurai cette intervention en soulignant que, si beaucoup de travail reste à accomplir dans ces différents domaines, je suis confiant dans notre capacité à oeuvrer ensemble avec succès au renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde.

Je vous remercie./.